

# Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

NON ARMURE EST EN OR

ABONNEMENTS.....

|                         |   |
|-------------------------|---|
| Nord et limitrophe..... | 8 mois: 22.00; 6 mois: 16.00; 3 mois: 10.00 |
| France et Belgique..... | 8 mois: 22.00; 6 mois: 16.00; 3 mois: 10.00 |
| Birmingem: Tarif A..... | 8 mois: 22.00; 6 mois: 16.00; 3 mois: 10.00 |
| Birmingem: Tarif B..... | 8 mois: 22.00; 6 mois: 16.00; 3 mois: 10.00 |

REDACTION.....

|                |   |
|----------------|---|
| ROUBAIX.....   | 63 à 71, Grande-Rue, Tél. 24 et 1906. Inter. 6. |
| TOURCOING..... | 33, rue Carnot, Téléph. 37.                     |
| LILLE.....     | 3, rue Faidherbe, Tél. 57.07.                   |
| PARIS.....     | 1, boulevard des Italiens, Tél. Louvre 06.40.   |

ST LÉO

**GARÇONS**  
**LOUVE**  
**MEUBLES**  
CADEAUX pour PÈRES  
Chaises-longues - Glaces  
LITÈRES - MATELAS  
Immense choix. Bas prix  
179, Rue de Lancy, et  
98, Cours des Saules-Jour  
(Tél. 27-47)

## QUELQUES VÉRITÉS ELECTORALES

L'Amateur des Temps Nouveaux que dirige avec tant de talent M. Louis Forest, publie à l'occasion des élections municipales, un numéro spécial entièrement consacré au scrutin du 5 mai. Ces pages vivantes, amusantes et sérieuses à la fois, contiennent de judicieux conseils, d'utiles vérités et des réponses électoraux, qu'on ne saurait trop répandre en ce moment dans les populations. Nous allons en extraire la quintessence pour les lecteurs du Journal de Roubaix.

La durée du mandat des conseillers municipaux qui seront élus le 5 mai sera de six ans au lieu de quatre.

Les électeurs qui élisent à la place d'administrateurs compétents et sérieux, des brailleurs, des politiciens, des intrigants, des révolutionnaires n'auront que ce qu'ils méritent: ils en seront affligés pour six ans au lieu de quatre.

Les mauvais électeurs font les mauvais élus. Les électeurs n'auront pas le droit de se plaindre si les affaires ont de mal eu pis à la ville ou au village.

Le devoir civique comprend le « devoir municipal »; et celui-ci ne commence pas avec l'élu, il commence avec l'électeur. C'est par ignorance du « devoir municipal » que de trop nombreux citoyens ont chargé de fonctions administratives des incapables. Si ceux-ci réalisent parfois leurs promesses électorales, ce n'est pas avec leur argent, c'est avec celui de leurs électeurs.

Certains se disent: « A quoi bon voter? Ce ne change rien. » D'autres pensent: « Moi, je vais à la pêche. Une voix n'a pas d'importance. » Et le vote devient, par suite de cette négligence, une sorte de suffrage restreint, profitable aux plus basses et aux plus dangereuses combinaisons.

Les abstentions font toujours le jeu des partis qui ne s'abstiennent pas, c'est-à-dire des partis extrêmes, des partis dangereux. Fort souvent donc, l'électeur n'a pas l'élu de son choix; il a du moins l'élu qu'il méritait. Dangereuse lors d'une élection législative, l'abstention a de bien plus graves conséquences, lorsqu'il s'agit de nommer les membres du Conseil d'administration de la commune.

Il faut que l'électeur comprenne bien l'incidence de son vote: Si vous élisez, par exemple, conseillers municipaux des candidats révolutionnaires, qu'arrivera-t-il? S'ils sont en majorité à l'assemblée communale ils seront délégués sénatoriaux; ils voteront pour le candidat sénatorial révolutionnaire. On dit souvent: « Pas de politique pure dans les élections municipales »; c'est exact; mais il faut néanmoins veiller à ce que les candidats choisis n'aient pas des opinions qui feront tomber le Sénat dans l'ouraque.

Il y a nécessité de placer au Conseil municipal les meilleurs de la commune, les travailleurs et non les bavards, les réalisateurs et non pas les rêveurs.

Les élections municipales françaises feront le 5 mai un grand capital pour le pays, car la seule administration des communes et des villes fait la prospérité d'un Etat.

Ces vérités électorales ne sont pas nouvelles, mais il faut féliciter notre distingué confrère de les avoir répétées à la veille du scrutin. Nous souhaitons, pour le bien de la grande et de la petite Patrie, qu'elles soient méditées et comprises.

L. D.

### BILLET PARISIEN

## La gestion onéreuse des socialistes

(D'UN REDACTEUR SPECIAL)

PARIS, 30 AVRIL (MINUTE).

La parti socialiste multiplie ses efforts, d'un bout à l'autre du territoire, pour maintenir les positions qu'il avait conquises aux élections municipales de 1925. Il semble bien pourtant qu'il se prépare à de sérieux mécomptes, cela pour deux raisons.

La première, c'est que les municipalités socialistes ont été élues dans les beaux temps du Cartel des gauches, et depuis lors, le Cartel d'est brisé sur la réalité des faits. Avant que les élections municipales de 1925, les esprits étaient animés de confiance au sein de certaines élections. Mais depuis que le parti financier a été conjuré par la politique d'ordre, de prudence et de fermeté employée par M. Poincaré, les inconvénients du socialisme sont apparus aux yeux de tous et il n'est plus guère possible de vouloir tout à la fois la prospérité nationale (condition de la prospérité individuelle) et un régime socialiste. A la lueur des élections des dernières années, les esprits ont commencé à se tourner vers l'obligation de choisir entre l'ordre et le désordre, entre une politique de réforme et la révolution.

Les élections générales de l'an dernier ont prouvé que, guidé par son robuste bon sens, le public a fixé très nettement son choix. Se figure-t-on, par hasard, que depuis l'année dernière les électeurs soient devenus moins attentifs à la ligne des faits?

Mais, à cette raison d'ordre général, les électeurs ont une raison d'ordre local, pour ne pas renouveler leur confiance aux idées internationalistes: la gestion des socialistes a été trop onéreuse. Sans rappeler les exemples — que nos lecteurs connaissent bien — des municipalités socialistes du Nord, faut-il citer le cas de Marseille dont le budget de 1928 accuse un déficit de 25 millions malgré les charges énormes qui pèsent sur les contribuables? A Toulouse, à Bordeaux, qui se sont offerts des municipalités socialistes, le budget n'a pas pu moins flagorner. Dans la première de ces villes, les élus socialistes se sont même octroyés une indemnité et il a fallu que le Conseil d'Etat annulât leur décision contraire à la loi.

Enfin, le socialisme a signifié: « vie plus chère » partout où il a triomphé.

Comment en serait-il autrement quand on voit des villes comme Marseille porter au coefficient « 10 » les dépenses de certains postes du budget municipal?

M. Mussolini prend un nouveau portefeuille

Rome, 30 avril. — Le roi a accepté la démission de M. Giurati, ministre des Travaux publics, et il a chargé M. Mussolini de le remplacer.

## La cérémonie de Steenstraete



C'est en présence d'une foule considérable qu'a été inauguré, à Steenstraete, le monument aux premiers victimes de la guerre des gaz.

LE MONUMENT PENDANT LA CÉRÉMONIE. — Dans le médaillon: LE GÉNÉRAL GOURAUD

## Anquetil bat le maquis de la procédure

Paris, 30 avril. — Cet après-midi, devant la septième chambre-corréctionnelle, se présente une nouvelle fois le procès intenté à M. Georges Anquetil, Ernest Ruff, Eugène Merle, Lebourg et Mimoun Amar, accusés d'extorsion de fonds. On sait qu'il y a huit jours, M. Anquetil déposa des conclusions devant le tribunal, pour récuser le président de la onzième chambre, M. Breilling, sous prétexte d'immunité capitale. Les conclusions furent rejetées et l'affaire remise au 30 avril, pour être jugée. Mais, entre-temps, M. Anquetil a fait appel du jugement, rejetant ses conclusions, et le procès revenant cet après-midi, pour une audience de pure forme.

Les avocats de la défense qui n'ont pu placer un seul mot, protestent; les journalistes judiciaires qui n'ont pu avoir accès à leurs bancs, occupés par des inspecteurs de police et de nombreux avocats venus par curiosité, arrêtés aux portes d'entrée par le service d'ordre, essaient les uns et les autres d'arriver jusqu'au prétoire. Le désordre est à son comble.

M. Gautrat, Zevaès, Lagasse, Pierre Guillot décident de se rendre chez le bâtonnier pour formuler une déclaration, cependant que M. Pierre Lœwel rédige des conclusions.

Le défenseur de Ernest Ruff a demandé la parole au président du tribunal, la disjonction de leur cas, de celui de M. Anquetil, afin d'être jugé tout de suite. Comme le bruit continue, des gardes républicains, sous les ordres d'un adjudant, font évacuer la salle du tribunal où a lieu une des plus courtes et les plus mouvementées audiences de cette année.

C'est le président Breilling qui ouvre les débats, il est midi quinze; il annonce: « Affaire numéro un, Anquetil, renvoyée à une date indéterminée. Le tribunal était dessaisi du dossier remis à la Cour d'appel. » Puis le président Breilling se lève; le substitut Cassagneau remet sa toque, les assesseurs l'imitent, cependant que le président Breilling déclare: « L'audience est suspendue. » Et le tribunal se retire, au grand étonnement des avocats.

Il est midi 46.

Mais les inculpés refusent de quitter l'audience.

« Nous avons été cités par le procureur de la République, crient-ils; nous avons à nous expliquer. » Des gardes s'avancent pour prier M. Alexandre Zevaès de sortir; M. Lagasse et d'autres avocats s'approchent pour faire une barrière. Le lieutenant des gardes intervient alors et une vive altercation se produit, notamment avec M. Lagasse. Enfin, tout se calme sur l'intervention de M. Thorp, membre du Conseil de l'Ordre. On apprend que le lieutenant des gardes retire le procès-verbal qu'il se préparait à faire contre M. Lagasse, croyant que ce dernier l'avait traité de menteur.

A une heure un quart, l'audience est reprise. La confusion est toujours très grande.

M. Albert Gautrat peut déposer ses conclusions. Il demande acte de ce que la parole a été refusée à la défense et de ce que le jugement de remise a été rendu sans débat et sans que le président ait consulté ses assesseurs. M. Gautrat demande également que Amar soit jugé, que la poursuite engagée contre lui soit disjointe de celle qui est engagée contre Anquetil, et que les débats soient poursuivis jusqu'à ce qu'une décision de justice intervienne.

Le Tribunal rejette, après en avoir délibéré sur le siège, ces conclusions.

A son tour M. Pierre Lœwel prend la parole.

« L'audience a été renvoyée, dit-il, faisant remarquer la bizarre situation juridique dans laquelle se trouve et cependant l'on plaide: Les inculpés ont quitté l'audience et l'on plaide quand même. » (Rires.) Il demande, lui aussi, la disjonction de leur cas avec celui de M. Anquetil.

## Une Journée nationale pour l'achèvement des quatre monuments de la grande guerre

Verdon, 30 avril. — Le 14 juillet 1929 sera une journée nationale pour achever les quatre grands monuments de Lorette, Dormans, Douaumont, Hartmanns-Wilkeskopf. A la suite d'une démarche faite au nom du Comité des quatre grands monuments français par M. Schleiter, député-maire de Verdun, vice-président du Comité de Douaumont, et par M. Duval-Arnould, député de Paris, vice-président du Comité de Dormans, le gouvernement a autorisé le ministre de l'Intérieur à consentir exceptionnellement une dérogation à l'interdiction des journaux nationaux.

Il s'agit, en effet, de réunir les ressources nécessaires pour terminer les quatre principaux monuments commémoratifs de la guerre. M. Tardieu a accepté la date proposée. En conséquence, le 14 juillet prochain sera dans la France entière, la journée du souvenir et de la gratitude.

Une seconde journée, fixée à une date variable, suivant les conditions locales de chaque région, est également autorisée, afin qu'il puisse être tenu compte de tous les cas particuliers.

Autrefois, les chefs socialistes, par esprit révolutionnaire, réclamaient la suppression des droits d'octroi.

C'est surtout, disaient-ils, sur le peuple qu'ils retomberaient.

Maintenant que ce sont eux qui les perçoivent, ils en mettent et ils en remettent. Ils croient peut-être que le peuple roubaisien est insatiablement riche?

Il trouvant que la famille nombreuse de l'ouvrier et de l'employé consomme tellement peu de denrées soumises à l'octroi, de gaz et d'eau et va si peu en tramway que ce n'est vraiment pas la peine de lui accorder de réductions sur tout cela.

Voilà ce que c'est que le socialisme.

## Les mesures de police pour le 1<sup>er</sup> mai

Paris, 30 avril. — A la suite des mesures d'ordre prises pour éviter toute manifestation le jour du 1<sup>er</sup> mai, un certain nombre d'individus, qui paraissent abuser de l'hospitalité française, ont été arrêtés au cours de la nuit dernière. Vingt-six d'entre eux ont été expulsés. Parmi ceux-ci se trouvait le président de l'Union de rapatriement des Russes de Lyon, M. Bepaloff, membre influent de l'International moscovite. M. Bepaloff avait été spécialement envoyé à Paris pour diriger l'agitation des communistes étrangers.

Les services de la préfecture ont également appréhendé M. Deville, secrétaire de la Confédération du travail unitaire. M. Deville avait reçu l'ordre de son parti de se tenir caché jusqu'au 1<sup>er</sup> mai. Il devait alors apporter les derniers mots d'ordre et créer de l'agitation autour des usines de la banlieue parisienne.

Afin de collaborer au service d'ordre organisé demain, à Paris, par le ministère de l'Intérieur et la Préfecture de police, de nombreux gardes mobiles sont arrivés dès cette nuit dans la capitale. D'autres détachements débarqueront au cours de la journée.

aussi, des conclusions tendant à faire déclarer que la parole lui a été refusée.

Sortie du Tribunal qui revient presque aussitôt pour dire: « Même jugement ». Ce qui veut signifier sans doute, que les conclusions sont rejetées.

L'huissier judiciaire appelle une autre affaire, tandis que M. Campana va déposer en chambre du Conseil une demande de mise en liberté provisoire en faveur de Mimoun Amar, détenu à la prison de la Santé depuis plus de cinq mois et qui voit encore reculée la date de son jugement, par suite de l'appel que vient de faire M. Georges Anquetil. Il sera statué sur cette requête en chambre du Conseil.

Quant à l'affaire Anquetil, elle viendra à la Cour d'appel avant d'être jugée par un grand jury.

## Avant les élections municipales du 5 mai

### A Roubaix Une municipalité qui ne dégrève pas les familles nombreuses

Les socialistes protecteurs de la famille ouvrière? Les socialistes dévoués aux familles nombreuses, comme le prétend leur brochure? Allons! Allons! Laissez-nous rire.

Par principe, ô disciples de Marx! ô disciples de Guesde et d'Engels, vous voyez dans la famille une institution qu'il faut détruire, parce qu'elle est naturellement conservatrice et que vous êtes révolutionnaires.

L'idéal socialiste, nous dit Guesde, ramène la famille à la mère et à l'enfant, et à la période de l'allaitement seulement.

L'affranchissement de la femme exige la suppression de la famille individuelle, écrit Engels, le lieutenant de Marx.

Le Manifeste communiste de Marx et Engels, catéchisme de nos socialistes, trouve républicaine la tendresse entre parents et enfants.

Au regard des doctrinaires socialistes l'enfant appartient à l'Etat.

Avec ces théories-là, comment veut-on que les dirigeants socialistes fassent vraiment quelque chose pour la famille!

Les candidats de la « Concentration républicaine » insistent à leur programme, en faveur des familles nombreuses, des réductions sur les prix du gaz, de l'eau, de l'électricité, des transports urbains; des ristournes sur les droits d'octroi.

Tout cela, si les socialistes étaient vraiment protecteurs des familles nombreuses, comme ils le disent, — en période électorale — ils l'auraient fait d'eux-mêmes, sans attendre qu'on le leur demande.

Pourquoi ne l'ont-ils pas fait?

Parce que, disent-ils, les riches consommant plus d'eau, plus d'électricité et de gaz que les ouvriers, c'est eux qui profiteraient le plus des réductions.

En attendant, les familles nombreuses ouvrières n'en profitent pas du tout.

Il y a bien mieux ou plutôt bien pire pour les familles ouvrières à Roubaix.

On consume-on plus de charbonnier, d'habits et laines, de fromage, de l'octroi de viande de cheval, que dans les familles nombreuses ouvrières?

Tous ces aliments se trouvent plus souvent sur la table de l'ouvrier et de l'employé que sur celle du riche.

Tout cela, c'est nourriture populaire.

Et le beurre, pour les tartines! Et les œufs, quand ils ne sont pas trop chers! Sans être riche, est-ce qu'on n'en utilise pas un peu partout où il y a des mouches?

Eh bien! sur tout cela, beurre, charcuterie ordinaire, viande de cheval, œufs, sur tous les fromages, même les plus démocratiques, sur les « bûtes » issues, la municipalité socialiste de Roubaix, « amie des familles nombreuses », a mis des droits d'octroi qui n'existent pas avant la guerre!

Charcuterie ordinaire 12 centimes au kilo  
Abats et issues..... 10 »  
Viande de cheval..... 16 »

Autrefois, les chefs socialistes, par esprit révolutionnaire, réclamaient la suppression des droits d'octroi.

C'est surtout, disaient-ils, sur le peuple qu'ils retomberaient.

Maintenant que ce sont eux qui les perçoivent, ils en mettent et ils en remettent. Ils croient peut-être que le peuple roubaisien est insatiablement riche?

Il trouvant que la famille nombreuse de l'ouvrier et de l'employé consomme tellement peu de denrées soumises à l'octroi, de gaz et d'eau et va si peu en tramway que ce n'est vraiment pas la peine de lui accorder de réductions sur tout cela.

Voilà ce que c'est que le socialisme.

### LES ELECTEURS DU QUARTIER DE LA GARE, A ROUBAIX ACCLAMENT LES CANDIDATS DE CONCENTRATION REPUBLICAINE

L'Union républicaine démocratique et sociale, poursuivant le cycle triomphal de ses conférences électorales, donnait hier soir une réunion de propagande au « Café des Tuileries », 110, rue de l'Alma.

Plusieurs centaines d'électeurs avaient tenu à manifester leur sympathie aux candidats de concentration républicaine en assistant à cette réunion. Celle-ci était présidée par M. Paul Delgrange qui avait comme assesseurs MM. Pierre Millies et Ernest Wattiau.

En ouvrant la séance, le président présente les orateurs et cède la parole à M. Nieder-gang, candidat aux élections municipales.

Celui-ci expose dans ses grandes lignes le programme que lui et ses camarades mettront en application si les électeurs leur font confiance. Il s'élève contre les dépenses somptuaires faites par la municipalité socialiste et demande à ses auditeurs d'aider la liste de Concentration républicaine à triompher dimanche prochain.

M. Frédéric Pinget lui succède. Il n'a l'intention de ne s'occuper que d'une question: la situation du commerce roubaisien, dont la municipalité n'a pas daigné se soucier. Bien au contraire, elle a accru le malaise dont il souffrait en augmentant le taux des taxes qui, déjà, pesaient si lourdement sur lui. Elle a réduit le nombre et l'importance des fêtes de quartier, portant ainsi un nouveau préjudice aux commerçants de notre ville.

Aucune personne patentée ne saurait, sans trahir ses propres intérêts, voter dimanche pour la liste socialiste.

M. Edouard Roussel se lève à son tour, salué par les applaudissements de l'assistance. De nouveau, il traite la question du logement; question vitale qui n'a pas su retenir l'attention des administrateurs socialistes.

Tout ce qu'ils ont su faire, dit-il, c'est construire d'immenses bâtisses où les familles ouvrières vivent dans une promiscuité malsaine. Ils vont dire qu'ils ont été obligés de bâtir ainsi parce qu'ils n'avaient pas de terrain suffisamment vaste pour construire des maisons individuelles.

C'est doublement faux. Il leur était possible d'obtenir du terrain à bon compte et s'ils ont laissé échapper cette occasion, s'ils n'ont édifié que des « casernes », c'est uniquement, afin que les ouvriers ne puissent devenir propriétaires de leur maison. Ces gens qui se disent les amis du peuple, savent bien que la petite propriété c'est la fin du socialisme et ils préfèrent la surveillance de leurs doctes tristes hérités au bien-être des travailleurs.

Ces discours sont vivement applaudis par l'assistance, qui ne fait que manifester davantage encore sa sympathie lorsque M. Lierman se lève.

Le sympathique député du Nord a juré de faire connaître à tous les Roubaisiens la vérité: il a juré d'exposer devant tous les électeurs de notre ville, les folles somptuosités qui ont marqué la gestion de la municipalité socialiste.

Il tient parole. Avec une éloquence sobre, précise, il entreprend le procès de l'œuvre socialiste. Mieux, il l'exécute et lorsqu'il termine enfin, applaudi frénétiquement par l'auditoire, il a convaincu ceux qui n'étaient déjà; il a confirmé les autres dans leurs convictions et leur a fourni une argumentation serrée, préemptive, avec laquelle ils pourront à leur tour se mettre en propagandistes ardents et contribuer à assurer la victoire des Républicains.

M. Paul Delgrange félicite chaudement M. Lierman de son brillant exposé et fait voter un ordre du jour acclamant les candidats de Concentration républicaine.

Puis, spontanément, la « Marsillaise » s'élève, notée par plusieurs centaines de voix enthousiastes.

### A Tourcoing Un choix dont dépend le sort de Tourcoing

Les Tourquennois aiment trop leur ville pour ne pas sentir que son sort, pour de longues années, va dépendre des élections des 5 et 12 mai.

Jamais, en effet, ils n'ont eu à faire un choix entraînant d'aussi graves conséquences.

La situation est telle que si les électeurs n'envoient pas à la mairie les citoyens qui se sont loyalement unis dans l'intérêt supérieur de Tourcoing, ce sont les socialistes qui y entrèrent en maîtres.

Jusqu' alors, une telle menace n'était pas apparue. Les socialistes pouvaient entrer à l'Hôtel-de-Ville, mais en minorité, mais surveillés par leurs alliés radicaux.

Il est tous jours dangereux; cependant, d'introduire le loup dans la bergerie. Depuis quatre ans, la situation respective des alliés socialistes et radicaux devant le scrutin a changé: ce sont les premiers qui dominent numériquement les autres et, si leur bloc triomphe, ils exigeront que cette supériorité se traduise dans la répartition des sièges administratifs.

Voilà le danger précis qui menace Tourcoing: un Conseil municipal en majorité socialiste et, par conséquent, un maire socialiste.

Un maire socialiste à Tourcoing! Quelle honte pour notre ville qui, jusqu'à présent, pouvait être considérée par ses magnifiques initiatives comme une autre Ville-Lumière!

Un début de cette période électorale, il a dépendu d'un seul groupe, la « Solidarité républicaine de Tourcoing »; il a dépendu plutôt d'un seul homme, M. Dron, d'écarter définitivement et sûrement de Tourcoing le péril révolutionnaire.

Il lui suffisait d'accueillir la loyale proposition d'union proportionnelle que l'« Alliance démocratique » avait faite à son groupement au nom de tous les autres groupements républicains.

M. Dron et la « Solidarité républicaine de Tourcoing » ont refusé.

Comment expliquer une telle erreur de la part d'un homme de la valeur de M. Dron?

Consentir, contre le socialisme, qui ne renie rien de ses doctrines révolutionnaires et communistes, à une telle alliance avec des hommes qui sont aussi leurs Tourquennois, aussi bons Français que nous-mêmes, c'était, pour M. Dron, qui a joué dans l'administration de notre ville un grand rôle, se créer un titre de plus, un titre supérieur à la reconnaissance de ses concitoyens.

Tandis que, dans les circonstances présentes, l'ombre sinistre du drapeau de Karl Marx apparaît sur l'Hôtel-de-Ville et l'œuvre même de la municipalité de M. Dron est menacée comme l'œuvre des autres municipalités républicaines.

Mais nous avons confiance dans le bon sens et l'esprit de justice des Tourquennois: l'union complète de tous les partis d'ordre, qu'un seul a refusé, c'est eux-mêmes qui la feront sur les noms de ceux qui l'ont proposée: les candidats d'Union républicaine.

### UNE BELLE REUNION ELECTORALE AU BLANG-SEAU, A TOURCOING

Dans la salle du « Neuvième Hussards », dont les dimensions furent trop petites pour contenir toute l'assistance, les trois partis qui constituent l'« Union Républicaine » ont développé hier soir leur programme.

La réunion était présidée par M. Abel Leveugle, ancien conseiller municipal, vice-président du Conseil d'arrondissement.

Le premier orateur, M. Brunel, tout en disant combien il importe notre ville d'avoir de bons administrateurs, insiste sur l'importance politique des assemblées communales qui fournissent le plus fort contingent d'électeurs pour la constitution du Sénat. Il fait un tableau saisissant de ce qui advenait de notre pays si la France était un jour affligée d'un Sénat socialiste. Ce serait, dit-il, l'application immédiate des nébuleuses théories sociales de l'Allemand Karl Marx. C'est toute notre organisation sociale et économique qui disparaîtrait pour faire place à un capitalisme destructeur de toute liberté.

Les élections prochaines, dit-il, doivent prendre à travers tout le pays le caractère d'une manifestation populaire: elles doivent rappeler aux élus législatifs de 1925 que le pays leur a donné mission d'aider M. Poincaré à réaliser, dans l'ordre et la paix sociale, son programme de restauration financière et de réparation.

Puis, parlant des incidents qui se sont produits au Congrès radical-socialiste d'Angers, il félicite les députés qui, après s'être fait élire sur le programme de M. Poincaré, ont trahi sa cause.

M. Alfred Lambrecht, ancien adjoint au maire, traite la question économique. Il dit que le fardeau fiscal français dépasse actuellement la limite de ce que les contribuables peuvent supporter; il est temps de mettre un frein aux dépenses somptuaires. En 1919, dit-il, nous nous sommes trouvés devant le grave problème de la reconstitution et, tout en ménageant les deniers des contribuables, nous avons su donner un essor généreux aux œuvres sociales, aux mesures d'hygiène, à l'instruction publique. Nous avons effectué de grands travaux de voirie, construit 97 maisons ouvrières avec jardins. Nous avons édifié 150 baraquements. Nous avons acquis, rue de Baze, une grande propriété pour y établir une deuxième piscine de natation. Les crédits nécessaires à cette éducation étaient votés, mais depuis notre départ, il n'en a plus été question. Notre budget municipal était, en 1928, de 32 millions et il n'est plus que de 27 millions.

## LE MUGUET



LA LEGENDE VEUT QUE LE MUGUET PORTE BONHEUR A CELUI QUI L'ACHETE LE PREMIER MAI.

UNE PETITE VENDEUSE VOUS OFFRE CES JOLIES FLEURTTES